

La société gangrenée par la violence du capitalisme

De nombreux faits d'actualité montrent des rapports humains violents. Une jeune adolescente se suicide après un viol collectif. Le nombre de femmes tuées par leur conjoint ou ex-conjoint augmente. Des bagarres meurtrières entre bandes d'adolescents de plus en plus jeunes.

Des individus armés s'en prennent à des policiers ou des représentants de l'autorité, comme des accompagnateurs de train. Jürgen Conings n'est pas un cas isolé. Si le caporal belge est motivé par des idées d'extrême-droite, d'autres, un ancien militaire en Dordogne, un survivaliste se préparant à la fin du monde, ont tourné leur désespoir suicidaire contre ceux qui représentent la société à leurs yeux.

Tous ces faits sont utilisés par les politiciens pour justifier un renforcement de la police et de la justice. Cela ne fera que rajouter plus de violence de l'Etat à la violence générale de la société.

Car la violence des assassins au quotidien n'est qu'un pâle reflet de la violence de cette société, la violence du capitalisme contre les travailleurs. La violence que subit le personnel soignant confronté au manque de moyens et d'effectifs. La violence de craindre pour son emploi et de subir des cadences épuisantes. La violence des licenciements et la chute dans la pauvreté. La violence que subissent les chômeurs sanctionnés par l'Onem alors que les salaires proposés sont inférieurs aux indemnités de chômage. La violence des huissiers qui expulsent les familles qui ne peuvent pas payer leur loyer. La violence de ne pas pouvoir soigner son conjoint ou éduquer ses enfants parce qu'on n'a pas d'argent. La violence des horaires qui détruisent la santé, années après années, jusqu'à ce que le travailleur usé soit poussé vers la porte.

Pour imposer l'exploitation patronale aux travailleurs, il y a la complicité de ceux qui font les lois et sont censés les faire appliquer. Il y a des lois pour limiter le travail intérimaire. Mais les patrons les foulent aux pieds sans que l'inspection du travail ne reçoive l'ordre de les contrôler.

La loi interdit le travail de nuit, parce qu'il détruit la santé. Mais la loi a aussi

prévu tout le régime des exceptions pour permettre au capitaliste d'amortir ses machines encore plus vite par le travail à pause et les équipes de nuit. Les lois fiscales frappent brutalement les travailleurs, pensionnés, petits commerçants... Mais pas les plus riches qui fraudent dans l'impunité, par des méthodes « légales » ou illégales.

La loi, les tribunaux, les gouvernements, l'administration, la police, l'armée, ne sont que des outils entre les mains de la bourgeoisie pour imposer sa volonté.

La violence de l'exploitation capitaliste contre des millions de travailleurs est la cause principale de la violence de la société. C'est elle qui engendre la misère, les ghettos de chômeurs et de travailleurs pauvres qui subissent la criminalité et le désespoir. C'est aussi la violence des rapports capitalistes mondiaux, qui entretiennent en permanence des guerres, qui produisent des Jürgen Conings d'un côté, et des djihadistes de l'autre.

Plus le système capitaliste s'enfonce dans des crises économiques, politiques, sanitaires, et plus la bourgeoisie s'en prend au niveau de vie et aux libertés des travailleurs.

Cela poussera les jeunes, les travailleurs à des révoltes, comme ce fut le cas en Égypte, en 2011, en Algérie, en Irak, au Chili, en 2019, ou en Colombie en ce moment. Il faut que ces révoltes se tournent contre l'exploitation capitaliste, qu'elles aboutissent à l'expropriation des usines, des banques, des moyens de transports, pour que le travail collectif soit mis au service des besoins humains et non des profits de quelques-uns. Seule une société socialiste peut mettre fin à la violence dans les rapports humains et offrir un avenir à l'humanité.